sions des accidents du travail de chacune des provinces administrera aucun des fonds établis par le pouvoir fédéral, pour la raison que les tribunaux ont décidé que la loi des indemnités ouvrières, traitant de droits civils, relève de la juridiction de chacune des provinces. En vertu d'un statut du Parlement du Canada (chap. 15, 1918) les employés au service de Sa Majesté victimes de quelque accident, ont droit à la même indemnité que les employés ordinaires, et cela, en vertu des lois de la province où l'accident se produit. Le paragraphe 4 de l'article 1 traite des employés au service du chemin de fer du gouvernement canadien.

2. Toutes les provinces ont sur les accidents du travail, une loi différente. Le statut du Dominion dont il vient d'être fait mention ne fait que rendre applicables aux fonctionnaires du Gouvernement demeurant dans la province les dispositions de la loi de la province intéressée.

LE PORT DE QUEBEC ET TERRAINS DE SAINT-COLOMBAN DE SILLERY

M. DOUCET demande:

1. Quels sont les propriétaires des lots 229 à 266 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomban de Sillery, et de leurs subdivisions?

2. Le Gouvernement sait-il que ces lots ou subdivisions sont sous le coup d'options ou promesses de vente?

3. Dans l'affirmative, quels sont les porteurs de ces promesses de vente?

4. Ces terrains avoisinent-ils les travaux projetés de la commission du port de Québec, et pour lesquels un projet de loi comportant une dépense de cinq millions de dollars a été déposé en Chambre?

5. Ces terrains en tout ou partie devront-ils être achetés ou expropriés par la commission du port de Québec, pour l'exécution des travaux projetés?

L'hon. M. CARDIN (ministre de la Marine et des Pêcheries):

1. Aucun renseignement.

2. Non.

3. Répondu sous le n° 2.

4. La paroisse de Saint-Colomban de Sillery est voisine des travaux projetés.

5. Non.

QUESTION TRANSFORMEE EN ORDRE DE DEPOT DE DOCUMENTS

L'INSTRUCTION DES CADETS

Par M. WOODSWORTH:

1. Etat indiquant: combien le département de la Milice et de la Défense a dépensé pour l'instruction des bataillons scolaires dans chacune des diverses provinces, dans les années 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923 et 1924.

2. Combien il y avait de bataillons scolaires dans chacune des provinces, pour chaque année, et combien en mars 1925.

3. Combien d'instituteurs ou principaux faisaient respectivement office d'instructeur dans chaque province, pour chaque année, jusqu'au mois de mars 1925 inclusivement.

[L'hon. M. Graham.]

4. Quelles gratifications ont été payées à ces instructeurs, et combien chaque instructeur reçoit pour chaque élève enrôlé chaque année.

5. Si le département désigne un ou des officiers dans chaque province pour encourager l'instruction militaire des élèves; sinon, quelle méthode le département suit-il pour cette fin dans les provinces.

6. Quels officiers donnent actuellement leur temps dans chaque province à ce travail, soit en partie ou tout le temps conjointement dans chaque province.

7. Si on a obtenu le consentement du département d'éducation de chaque province avant d'introduire le régime des bataillons scolaires dans les écoles des provinces; sinon, quelles provinces ont donné leur consentement, et quand elles l'ont donné.

LES SEANCES DU MERCREDI

L'hon. GEORGE P. GRAHAM (ministre des Chemins de fer et des Canaux) propose au nom du très hon. Mackenzie King:

Que le mercredi, 10 juin, et les mercredis subséquents jusqu'à la fin de la session, les séances soient régies sous tous rapports par les mêmes règlements que les autres jours.

(La motion est adoptée.)

DEFICIT D'ENERGIE ELECTRIQUE DE L'ONTARIO

M. CHURCH: Le ministre des Chemins de fer et des Canaux voudra-t-il me dire si on a attiré l'attention du Gouvernement sur la déclaration de sir Adam Beck, publiée aujourd'hui, touchant la disette aiguë d'énergie électrique dont l'Ontario est menacé, et si le Gouvernement accordera l'autorisation, demandée il y a longtemps par le Gouvernement ontarien et la Commission hydroélectrique, de produire de l'énergie hydroélectrique au barrage de Morrisburg, pour subvenir aux besoins de l'Ontario, en électricité? Le Gouvernement a-t-il refusé cette autorisation, et dans l'affirmative, quelle réponse a-t-il donnée?

L'hon. GEORGE P. GRAHAM (ministre des Chemins de fer et des Canaux): Le Gouvernement ontarien, je crois, a soumis au département des Travaux publics, conformément à la loi, des devis relatifs à la construction d'un barrage à Morrisburg. Nous n'avons pas approuvé encore ces devis.

REVISION DU REGLEMENT DE LA CHAMBRE

L'hon. M. STEVENS: Le Gouvernement voudra-t-il m'apprendre quand il a l'intention de mettre en délibération la revision du règlement de la Chambre, telle qu'elle est énoncée dans le rapport du comité spécial qui a étudié la question? Comme cela ne viendra pas à l'ordre du jour avec les affaires de routine, il faudra peut-être prendre des dispositions spéciales et fixer une date pour la discussion. Le Gouvernement veut-il me dire quand cette date sera fixée?